SEMESTRE 1

UE 1 : Enseignements fondamentaux

Droit pénal général, droit pénal spécial, droit de la peine *

Procédure pénale

Le thème traité est celui de la preuve pénale qui permet de faire la jonction entre le fond et la forme, de mêler aux développements théoriques des questions pratiques, tout en revenant sur toutes les phases du procès jusqu'au jugement, puisque la preuve se structure durant toutes ces étapes.

Au-delà de l'absence de texte général et synthétique en la matière, se dessine une unité de régime de la preuve, gouvernée par quelques grands principes. Si les questions à se poser sont simples (qui doit prouver ? que prouver ? comment prouver ?), les réponses à y apporter permettent de voir combien la construction est fragile sur certains points et combien les équilibres sont souvent difficiles à ménager en procédure pénale. La charge de la preuve est régie par la présomption d'innocence, dont il faut mesurer toutes les conséquences. Analysée tour à tour comme une simple règle de preuve, un principe à valeur constitutionnelle, une liberté fondamentale, un droit subjectif, elle laisse pourtant place à des présomptions de culpabilité. Par ailleurs, les principes de légalité et de liberté de la preuve, antinomiques en apparences, se conjuguent pour comprendre l'origine des pièces du dossier qui n'est pas toujours loyale, mais aussi pour justifier le mécanisme de l'intime conviction qui permet l'appréciation des preuves. Sur ce terrain, le contradictoire et la motivation des décisions notamment interviennent comme autant de garanties.

Le thème permet de préciser le rôle du juge dans le procès pénal, d'étudier les règles régissant la preuve scientifique, ou l'utilisation des fichiers notamment. Il permet également de s'arrêter sur la construction de l'espace judiciaire européen. Plus généralement, l'on y retrouve en filigrane toutes les discussions les plus importantes qui agitent la procédure pénale.

UE 2 : Enseignements complémentaires

Principes généraux du Droit pénal des affaires

Les séminaires sur un thème qui change chaque année, permettent aux étudiants d'approfondir le droit pénal des affaires. Ces séminaires prennent appui sur les principales infractions d'affaires : abus de biens sociaux, délit d'initié, distribution de dividendes fictifs, blanchiment de capitaux, corruption, favoritisme, prise illégale d'intérêt, banqueroute et délits assimilés, et ont pour but de conduire les étudiants à réfléchir sur des thèmes particuliers tels que la contractualisation du droit pénal des affaires; les particularismes du droit pénal des affaires et des infractions d'affaires; la sanction; la spécialisation des juridictions en matière économique et financière? les actions en justice en droit pénal des affaires; la dépenalisation du droit des affaires

Droit pénal des mineurs

Le droit pénal des mineurs comporte deux parties : 1 : le mineur auteur d'une infraction. A ce titre il porte sur le cadre juridictionnel spécifique à la délinquance des mineurs, sur les sanctions et l'évolution de cette spécificité. 2 : le mineur victime d'une infraction. Cette partie du cours se compose de deux volets. Sont d'abord répertoriées les principaux obstacles à la protection du mineur tel que la nécessaire représentation de la jeune victime (administrateur ad hoc, la question de la prescription de l'action, et la connaissance des faits délictueux. Sont ensuite étudiés les infractions qui protègent plus particulièrement les mineurs.

Droit Pénal International

Le cours de master 2 en 2011-2012 était consacré aux difficultés de juger les gouvernants. A la différence des accusés ordinaires, les gouvernants disposent de moyens extra-ordinaires pour échapper aux poursuites. Ce problème n'est pas nouveau. On a tenté de poursuivre les gouvernants dès 1919. On n'a vraiment réussi que lors du procès de Nuremberg dans les circonstances particulières de la victoire après la seconde guerre mondiale. Depuis, les résultats sont mitigés. Certains dirigeants sont poursuivis par la Cour pénale internationale mais non arrêtés. D'autres sont jugés et condamnés. Cet enseignement montre à la fois les limites du droit mais aussi les progrès de celui-ci, progrès forcément limités dans les circonstances actuelles où le temps du droit n'est pas le même que dans d'autres domaines.

Droit Pénal Européen

*

Histoire du Droit pénal et de la Procédure pénale

Objectifs du cours : Permettre aux étudiants d'appréhender la constance de certains problèmes et la diversité des réponses apportées dans le temps et dans l'espace, de manière à identifier différents modèles théoriques 1. De la vengeance à la peine : la société crée des outils juridiques mais pour quel ordre et au profit de qui ? a) l'émergence d'intérêts collectifs b) l'avantage reconnu aux plus forts c) mutation des valeurs à protéger 2. De l'accusé au mis en examen ou les aléas de la procédure probatoire a) Procédure accusatoire versus procédure inquisitoire b) Modèle irrationnel versus modèle rationnel c) Droits de l'homme et système judiciaire 3. La peine pour quoi faire ? a) peine et prévention b) peine et punition c) peine et réhabilitation

Master-2° année-Droit Pénal et Sciences Criminelles

Méthodologie et actualisation		Ce cours a deux objectifs: Perfectionner la méthodologie de l'étudiant en ce qui concerne, tout particulièrement, la lecture de décisions de justice (décisions des juridictions pénales, du Conseil constitutionnel et des juridictions européennes) et la lecture de textes législatifs et réglementaires, ainsi que de normes européennes. Etudier une question d'actualité soit parce qu'une décision de justice importante est venue la modifier, soit parce qu'une réforme normative a eu lieu ou est annoncée. Dans la mesure du possible, ce cours mène ces deux objectifs de concert: débutant par l'étude des problèmes jurisprudentiels et continuant par l'examen de la réforme législative ou réglementaire afin de voir si elle répond parfaitement aux difficultés soulignées par les juges (ex: la garde à vue).
Droit pénal constitutionnel comparé	*	
UE 3 : Séminaires		
Pratique des parquets	*	
Psychiatrie et psychologie criminelles	*	
Médecine légale	*	
Police technique et scientifique		Le cours de police scientifique a pour but de donner les clés pour une compréhension de l'aide à l'enquête fournie par la recherche et l'exploitation des preuves matérielles. Destiné à un public non scientifique il est présenté en 7 parties : Cours introductif Histoire de la police technique et scientifique ; Développement et organisation de la police scientifique en France Le rôle du scientifique expert dans le procès pénal Missions et organisation de l'Institut National de Police Scientifique (INPS) et de son laboratoire de Toulouse. 2. Micro-traces Peintures automobiles Fibres textiles Particules de résidus de tir et autres micro-traces. Les indices sont replacés dans leur contexte leur exploitation est détaillée leur valeur probante discutée. 3. Toxicologie / Stupéfiants La toxicologie médico-légale et la recherche des causes de la mort Les différents types de prélèvements autopsiques analysés en laboratoire L'interprétation des résultats Les différents types de produits stupéfiants Leur classement selon la législation 4.La recherches des causes d'incendie Les bases théoriques et empiriques décrivant le comportement du feu Les investigations sur les lieux les analyses et essais en laboratoire 5. La recherche des causes d'explosions Les différents types d'explosions les investigations sur les lieux les analyses et essais en laboratoire 6. Les armes à feu Les différents types d'armes à feu et leur fonctionnement Notions de balistique interne externe et terminale La législation sur les armes 7 L'ADN Rappel de base sur l'ADN ADN codant et non codant Utilisation de l'ADN en police scientifique Le fonctionnement du Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques (FNAEG)
Pratique de l'application des peines	*	
Pratique des droits de la défense	*	
Problèmes sociaux posés par la délinquance		INTRO Sect 1 L'importance des problèmes sociaux à l'époque contemporaine . Sect 2 L'évolution des problèmes sociaux de la délinquance. A.La recherche de l'amendement du délinquant avant 45. B.resocialisation du délinquant après 45.C.Les réflexions contemporaines. Sect 3.Les problèmes sociaux de la délinquance en droit positif. Titre 1Les incidences sociales des poursuites pénales . Chap 1.Les incidences des poursuites pénales sur l'activité professionnelle.Sect 1Les incidences des motifs de la poursuite sur l'activité professionnelle. Sect 2. Les conséquences de la détention provisoire sur l'activité professionnelle.Sect 3. Les incidences de la décision pénale sur l'activité professionnelle. Chap 2 Les incidences des poursuites pénales au regard de la sécurité sociale.Sec 1.La protection contre les accidents de travail. A.Champs d'applications de la loi de 1946. B.Les règles d'immatriculation et de cotisation C.Le versement des prestations et indemnités.-Sect 2.Le droit aux prestations familiales.Sect 3.Les assurances maladie et maternité. Titre2. La situation sociale du détenu condamné. Chap1.Les droits du détenu condamné au regard des assurances maladie, maternité ou vieillesse. Sect 1.La situation du détenu condamné au regard des assurances maladie et maternité.Sect 2.La situation des détenus au regard de l'assurance vieillesse. Chap 2.Le travail du détenu condamné.Sect 1 L'évolution des conceptions du travail pénitent. -Sect 2 L'organisation du travail pénitentiaire.Sect 3.La rémunération du travail pénitentiaire . Chap3.La formation du détenu condamné -Sect 1La formationscolaire. Sect 2.La rééducation par la formation professionnelle. Chap4.Le maintien des liens avec l'extérieur.-Sect 1L'assouplissement des relations avec l'extérieur Sect 2. Le développement de la semi-liberté. Titre 3.La situation sociale du libéré . Chap1.Les organismes d'assistance post-pénale . Chap2.Les mesures sociales en faveur des détenus libérés.

Universite Toulouse 1 Capitole

Année Universitaire: 2011 /2012

Master-2° année-Droit Pénal et Sciences Criminelles

SEMESTRE 2

UE 4 : Orientation choisie

SEMESTRE 1

UE 1 : Enseignements fondamentaux

Droit pénal général, droit pénal spécial, droit de la peine *

Procédure pénale

Le thème traité est celui de la preuve pénale qui permet de faire la jonction entre le fond et la forme, de mêler aux développements théoriques des questions pratiques, tout en revenant sur toutes les phases du procès jusqu'au jugement, puisque la preuve se structure durant toutes ces étapes.

Au-delà de l'absence de texte général et synthétique en la matière, se dessine une unité de régime de la preuve, gouvernée par quelques grands principes. Si les questions à se poser sont simples (qui doit prouver ? que prouver ? comment prouver ?), les réponses à y apporter permettent de voir combien la construction est fragile sur certains points et combien les équilibres sont souvent difficiles à ménager en procédure pénale. La charge de la preuve est régie par la présomption d'innocence, dont il faut mesurer toutes les conséquences. Analysée tour à tour comme une simple règle de preuve, un principe à valeur constitutionnelle, une liberté fondamentale, un droit subjectif, elle laisse pourtant place à des présomptions de culpabilité. Par ailleurs, les principes de légalité et de liberté de la preuve, antinomiques en apparences, se conjuguent pour comprendre l'origine des pièces du dossier qui n'est pas toujours loyale, mais aussi pour justifier le mécanisme de l'intime conviction qui permet l'appréciation des preuves. Sur ce terrain, le contradictoire et la motivation des décisions notamment interviennent comme autant de garanties.

Le thème permet de préciser le rôle du juge dans le procès pénal, d'étudier les règles régissant la preuve scientifique, ou l'utilisation des fichiers notamment. Il permet également de s'arrêter sur la construction de l'espace judiciaire européen. Plus généralement, l'on y retrouve en filigrane toutes les discussions les plus importantes qui agitent la procédure pénale.

UE 2 : Enseignements complémentaires

Principes généraux du Droit pénal des affaires

Les séminaires sur un thème qui change chaque année, permettent aux étudiants d'approfondir le droit pénal des affaires. Ces séminaires prennent appui sur les principales infractions d'affaires : abus de biens sociaux, délit d'initié, distribution de dividendes fictifs, blanchiment de capitaux, corruption, favoritisme, prise illégale d'intérêt, banqueroute et délits assimilés, et ont pour but de conduire les étudiants à réfléchir sur des thèmes particuliers tels que la contractualisation du droit pénal des affaires; les particularismes du droit pénal des affaires et des infractions d'affaires; la sanction; la spécialisation des juridictions en matière économique et financière; les actions en justice en droit pénal des affaires; la dépénalisation du droit des affaires

Droit pénal des mineurs

Le droit pénal des mineurs comporte deux parties : 1 : le mineur auteur d'une infraction. A ce titre il porte sur le cadre juridictionnel spécifique à la délinquance des mineurs, sur les sanctions et l'évolution de cette spécificité. 2 : le mineur victime d'une infraction. Cette partie du cours se compose de deux volets. Sont d'abord répertoriées les principaux obstacles à la protection du mineur tel que la nécessaire représentation de la jeune victime (administrateur ad hoc, la question de la prescription de l'action, et la connaissance des faits délictueux. Sont ensuite étudiés les infractions qui protègent plus particulièrement les mineurs.

Droit Pénal International

Le cours de master 2 en 2011-2012 était consacré aux difficultés de juger les gouvernants. A la différence des accusés ordinaires, les gouvernants disposent de moyens extra-ordinaires pour échapper aux poursuites. Ce problème n'est pas nouveau. On a tenté de poursuivre les gouvernants dès 1919. On n'a vraiment réussi que lors du procès de Nuremberg dans les circonstances particulières de la victoire après la seconde guerre mondiale. Depuis, les résultats sont mitigés. Certains dirigeants sont poursuivis par la Cour pénale internationale mais non arrêtés. D'autres sont jugés et condamnés. Cet enseignement montre à la fois les limites du droit mais aussi les progrès de celui-ci, progrès forcément limités dans les circonstances actuelles où le temps du droit n'est pas le même que dans d'autres domaines.

Droit Pénal Européen

*

Histoire du Droit pénal et de la Procédure pénale

Objectifs du cours : Permettre aux étudiants d'appréhender la constance de certains problèmes et la diversité des réponses apportées dans le temps et dans l'espace, de manière à identifier différents modèles théoriques 1. De la vengeance à la peine : la société crée des outils juridiques mais pour quel ordre et au profit de qui ? a) l'émergence d'intérêts collectifs b) l'avantage reconnu aux plus forts c) mutation des valeurs à protéger 2. De l'accusé au mis en examen ou les aléas de la procédure probatoire a) Procédure accusatoire versus procédure inquisitoire b) Modèle irrationnel versus modèle rationnel c) Droits de l'homme et système judiciaire 3. La peine pour quoi faire ? a) peine et prévention b) peine et punition c) peine et réhabilitation

SYLLABUS Master-2° année-Droit Pénal et Sciences Criminelles

Méthodologie et actualisation

Ce cours a deux objectifs: Perfectionner la méthodologie de l'étudiant en ce qui concerne, tout particulièrement, la lecture de décisions de justice (décisions des juridictions pénales, du Conseil constitutionnel et des juridictions européennes) et la lecture de textes législatifs et réglementaires, ainsi que de normes européennes. Etudier une question d'actualité soit parce qu'une décision de justice importante est venue la modifier, soit parce qu'une réforme normative a eu lieu ou est annoncée. Dans la mesure du possible, ce cours mène ces deux objectifs de concert: débutant par l'étude des problèmes jurisprudentiels et continuant par l'examen de la réforme législative ou réglementaire afin de voir si elle répond parfaitement aux difficultés soulignées par les juges (ex: la garde à vue).

Droit pénal constitutionnel comparé

*

UE 3 : Séminaires

Pratique des parquets

*

Psychiatrie et psychologie criminelles

*

Médecine légale

*

Police technique et scientifique

Le cours de police scientifique a pour but de donner les clés pour une compréhension de l'aide à l'enquête fournie par la recherche et l'exploitation des preuves matérielles. Destiné à un public non scientifique il est présenté en 7 parties :

Cours introductif

Histoire de la police technique et scientifique ; Développement et organisation de la police scientifique en France Le rôle du scientifique expert dans le procès pénal Missions et organisation de l'Institut National de Police Scientifique (INPS) et de son laboratoire de Toulouse.

2. Micro-traces

Peintures automobiles Fibres textiles Particules de résidus de tir et autres micro-traces. Les indices sont replacés dans leur contexte leur exploitation est détaillée leur valeur probante discutée.

3. Toxicologie / Stupéfiants

La toxicologie médico-légale et la recherche des causes de la mort Les différents types de prélèvements autopsiques analysés en laboratoire L'interprétation des résultats

Les différents types de produits stupéfiants Leur classement selon la législation

4.La recherches des causes d'incendie

Les bases théoriques et empiriques décrivant le comportement du feu Les investigations sur les lieux les analyses et essais en laboratoire

5. La recherche des causes d'explosions

Les différents types d'explosions les investigations sur les lieux les analyses et essais en laboratoire

6. Les armes à feu

Les différents types d'armes à feu et leur fonctionnement Notions de balistique interne externe et terminale La législation sur les armes

7 L'ADN

Rappel de base sur l'ADN ADN codant et non codant Utilisation de l'ADN en police scientifique

Le fonctionnement du Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques (FNAEG)

Pratique de l'application des peines

*

Pratique des droits de la défense

*

Problèmes sociaux posés par la délinquance

INTRO Sect 1 L'importance des problèmes sociaux à l'époque contemporaine .
Sect 2 L'évolution des problèmes sociaux de la délinquance. A.La recherche de l'amendement du délinquant avant 45. B.resocialisation du délinquant après 45.C.Les réflexions contemporaines.
Sect 3.Les problèmes sociaux de la délinquance en droit positif.
Titre 1Les incidences sociales des poursuites pénales .
Chap 1.Les incidences des poursuites pénales sur l'activité professionnelle.Sect 1Les incidences des motifs de la poursuite sur l'activité professionnelle. Sect 2. Les conséquences de la détention provisoire sur l'activité professionnelle.Sect 3. Les incidences de la décision pénale sur l'activité professionnelle.
Chap 2 Les incidences des poursuites pénales au regard de la sécurité sociale.Sec 1.La protection contre les accidents de travail. A.Champs d'applications de la loi de 1946. B.Les règles d'immatriculation et de cotisation C.Le versement des prestations et indemnités.-Sect 2.Le droit aux prestations familiales.Sect 3.Les assurances maladie et maternité.
Titre2. La situation sociale du détenu condamné.
Chap1.Les droits du détenu condamné au regard des assurances maladie, maternité ou vieillesse. Sect 1.La situation du détenu condamné au regard des assurances maladie et maternité.Sect 2.La situation des détenus au regard de l'assurance vieillesse.
Chap 2.Le travail du détenu condamné.Sect 1 L'évolution des conceptions du travail pénitent. -Sect 2 L'organisation du travail pénitentiaire.Sect 3.La rémunération du travail pénitentiaire .
Chap3.La formation du détenu condamné -Sect 1La formationscolaire.
Sect 2.La rééducation par la formation professionnelle.
Chap4.Le maintien des liens avec l'extérieur.-Sect 1L'assouplissement des relations avec l'extérieur
Sect 2. Le développement de la semi-liberté.
Titre 3.La situation sociale du libéré .
Chap1.Les organismes d'assistance post-pénale .
Chap2.Les mesures sociales en faveur des détenus libérés.

Universite Toulouse 1 Capitole

Année Universitaire: 2011 /2012

SYLLABUS Master-2° année-Droit Pénal et Sciences Criminelles

SEMESTRE 2

UE 4 : Orientation choisie